



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

ENTRE FISCALITÉ ET GESTION DES FONDS PUBLICS, MIEUX COMPRENDRE LES ATTENTES FISCALES DES QUÉBÉCOIS

Cahier de recherche 2018/05

ANTOINE GENEST-GRÉGOIRE

JEAN-HERMAN GUAY

LUC GODBOUT

AVRIL 2018

REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité.

Pour plus de détails sur la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cftp.recherche.usherbrooke.ca>.

Antoine Genest-Grégoire est professionnel de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Jean-Herman Guay est professeur titulaire à l'École de politique appliquée de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

Luc Godbout est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de gestion, Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Téléphone : 819 821-8000, poste 67133
Courriel : cftp.eg@USherbrooke.ca

*Je dirais que je suis comme tous les Québécois, je suis ambidextre.
J'veux pas payer d'impôt, mais j'veux que l'État paie toute!*

Stéphane Laporte
La Presse+, 7 avril 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. Mise en contexte	1
2. Cadre méthodologique	3
2.1 Cadre conceptuel	3
2.2 Méthodologie	4
3. Opinions des Québécoises et des Québécois	7
3.1 En regard des revenus	7
3.2 En regard de la gestion des fonds publics	9
3.2.1 Corruption	11
3.2.2 Évasion ou évitement fiscal	13
3.2.3 Dépenses inutiles	15
4. Analyse	18
4.1 Intérêt objectif	18
4.2 Évaluation subjective de la gestion des fonds publics	19
4.3 Explication de l'évaluation de la gestion des fonds publics	20
5. Conclusion	24
6. Annexe – Résultats détaillés des modèles logistiques	25

1. MISE EN CONTEXTE

L'année 2018 s'annonce effervescente alors qu'approche la date des élections au Québec. En raison des élections à date fixe, tous les acteurs de la sphère politique, incluant évidemment les partis politiques, sont déjà en train de débattre de diverses propositions de politiques, comme si la campagne électorale était déjà commencée. Un des sujets qui agitent cette précampagne concerne les choix entre réinvestir dans les services publics et réduire les impôts. Alors que le gouvernement du Québec a renoué avec l'équilibre budgétaire, les partis mettent en opposition leurs visions quant à ce qu'il est loisible de faire avec les sommes disponibles pour les prochaines années.

Des sondages d'opinion récents semblent montrer, d'un côté, que les Québécois désiraient avant tout des investissements dans les services publics, l'éducation et la santé, notamment, alors que d'autres indiquent qu'ils souhaitent plutôt voir leurs impôts diminuer. Il est évidemment possible d'améliorer les services et de réduire les impôts, mais des arbitrages s'imposent nécessairement entre ces deux objectifs en raison des ressources limitées de l'État québécois.

Depuis au moins le début des années 2000, une constante traverse l'opinion publique québécoise : payer moins d'impôts. Nos études menées en 2005 et en 2011 indiquaient qu'une nette majorité souhaitait voir leur fardeau fiscal s'alléger. Ces résultats n'étaient pas en eux-mêmes surprenants; d'autres chercheurs sont arrivés au même constat. Par ailleurs, d'autres enquêtes montrent que les Québécois réagissent mal à une diminution des services gouvernementaux. Lorsqu'on cible des enjeux en éducation ou en santé, ils demandent souvent un accroissement des services.

Cette situation paradoxale, que certains résument essentiellement à vouloir « le beurre et l'argent du beurre », conduit à la conclusion suivante: les Québécois seraient incohérents dans leurs demandes. Cette dissonance des demandes a fait l'objet de plusieurs recherches par le passé, mais très peu au Québec. Dans le présent cahier de recherche, ce paradoxe est abordé autrement. Son originalité est multiple et s'articule autour des hypothèses suivantes :

- **Première hypothèse** : Derrière la volonté des Québécois de payer moins d'impôts se cache une insatisfaction envers la gestion des fonds publics.
- **Deuxième hypothèse** : L'insatisfaction envers la gestion des fonds publics prend diverses formes et concerne à la fois l'importance de la corruption, de l'évasion et de l'évitement fiscal que des dépenses inutiles.

En posant une batterie inédite de questions sur la gestion des fonds publics, des plus générales aux plus spécifiques, une conclusion s'est imposée : les Québécois n'apparaissent pas incohérents. L'opinion qu'ils ont quant à la qualité de la gestion des fonds publics dicte l'opinion qu'ils ont quant au poids des impôts. Conséquemment, à leurs yeux, si l'État améliorerait la gestion des fonds publics, les citoyens pourraient payer moins d'impôts pour un même panier de services.

2. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 Cadre conceptuel

De nombreux chercheurs se sont activés à essayer de déceler plus clairement les préférences des électeurs par rapport aux impôts et à la quantité de services publics souhaités.

Citrin, comme politicologue, se posait déjà cette question à la fin des années 70¹, alors que les États-Unis vivaient une phase de « ras-le-bol fiscal » qui s'est concrétisée par l'adoption de mesures restreignant la capacité de taxer de l'État de la Californie et par l'élection de Ronald Reagan l'année suivante. Citrin constatait déjà que les électeurs sont friands de baisses d'impôts, mais sont également très attachés aux services publics, ou à tout le moins à certains services publics.

Eismeier² fait par exemple remarquer qu'il est possible que le paradoxe n'existe qu'en additionnant les préférences individuelles des citoyens. Individuellement, les citoyens peuvent être cohérents en souhaitant moins d'impôts, plus de certains services et moins de dépenses pour d'autres services. Toutefois, tous les services sont populaires chez au moins une partie des citoyens, ce qui créerait, par addition, l'image que la population souhaite moins d'impôts et plus de services.

Welch³ fait d'ailleurs remarquer que ce paradoxe n'affecterait qu'un nombre restreint de citoyens. La plupart seraient, selon elle, prêts à accepter plus d'impôts pour financer les bonifications de services qu'ils désirent ou prêts à accepter des réductions à certains services en contrepartie de celles-ci.

Jacoby⁴ fait, quant à lui, remarquer que les opinions des citoyens par rapport aux dépenses publiques varient beaucoup en fonction du cadre dans lesquelles on les présente : les programmes publics spécifiques sont beaucoup plus populaires que les dépenses publiques en général. Conséquemment, les citoyens sont donc potentiellement plus réceptifs lorsque sondés

¹ Citrin, J. (1979). Do People Want Something for Nothing: Public Opinion on Taxes and Government Spending. *National Tax Journal*, 32(2), 113-129.

² Eismeier, T. J. (1982). Public Preferences about Government Spending: Partisan, Social, and Attitudinal Sources of Policy Differences. *Political Behavior*, 4(2), 133-145.

³ Welch, S. (1985). The "More for Less" Paradox: Public Attitudes on Taxing and Spending. *Public Opinion Quarterly*, 49(3), 310-316.

⁴ Jacoby, W. G. (2000). Issue Framing and Public Opinion on Government Spending. *American Journal of Political Science*, 44(4), 750. <https://doi.org/10.2307/2669279>

quant à des baisses d'impôts assorties de réductions de services abstraites ou généralisées qu'ils ne le seraient si ces mêmes réductions étaient détaillées.

Graves, comme sondeur, documente également le paradoxe chez les citoyens canadiens⁵. En étudiant l'opinion des Canadiens par rapport à l'atteinte de l'équilibre budgétaire, et surtout des moyens pour y parvenir, il apparaît que les citoyens ont des désirs partiellement contradictoires quant au niveau de fiscalité et de services publics offerts.

2.2 Méthodologie

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques s'intéresse aux perceptions des Québécois par rapport à la fiscalité depuis plusieurs années. Plusieurs études par sondage y ont été réalisées par le passé. Elles portaient notamment sur :

- la perception des impôts⁶;
- la taxation et la gestion budgétaire⁷;
- les connaissances en fiscalité⁸;
- la perception d'appartenance à la classe moyenne⁹.

La présente étude s'inscrit dans cette mouvance en s'intéressant aux perceptions des Québécois par rapport aux impôts et à ce qui pourrait expliquer ce désir d'avoir à la fois plus de services et moins de fiscalité. Elle s'appuie également sur un sondage réalisé par la firme CROP auprès des adultes québécois. Ce sondage a été réalisé en janvier 2018 par le biais d'un panel web et les données ont été pondérées pour correspondre à la population québécoise telle que recensée par

⁵ Graves, F. (2013). Canadian Public Opinion on Taxes. Dans A. Himelfarb & J. Himelfarb, *Tax is not a four-letter word : A different take on taxes in Canada* (p. 83-99). Waterloo: Wilfrid Laurier University Press.

⁶ Godbout, L., Guay, J.-H. et Arseneau, M. (2005). La perception des Québécois à l'égard de l'impôt : première analyse d'un sondage CROP - Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (Cahier de recherche No. 2005-06). Université de Sherbrooke, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. 66 pages.

⁷ Godbout, L. et Guay, J.-H. (2011). Taxation et gestion budgétaire : la pensée magique des Québécois. *Options politiques*, 32(10), 38-43.

⁸ Genest-Grégoire, A., Godbout, L. et Guay J.-H. (2016) Littératie fiscale : exploration du concept et bulletin de la population québécoise. (Cahier de recherche No. 2016-03). Université de Sherbrooke, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. 55 pages.

⁹ Genest-Grégoire, A., Guay, J.-H. et Godbout, L. (2017). Classes sociales et fiscalité : comment perçoit-on la classe moyenne? Des résultats confrontant la réalité et la fiction (Cahier de recherche No. 2017-05). Université de Sherbrooke, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. 49 pages.

Statistique Canada. Une série de questions sur les impôts et les finances publiques ont été ainsi posées à 1 000 Québécois, en plus des questions d'identification.

Les tableaux 1 et 2 présentent justement les principales caractéristiques sociodémographiques des répondants au sondage.

Tableau 1 : Principales caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon utilisé

	Nombre de répondants	Répondants pondérés ¹⁰	%
Homme	473	487	49
Femme	527	513	51
18 à 25 ans	105	103	10
25 à 64 ans	690	670	67
+ de 65 ans	205	227	23
Secondaire	254	346	35
Collégiale ou professionnelle	448	436	44
Universitaire ¹¹	298	218	22
Moins de 20 000 \$	93	102	10
20 000 à 40 000 \$	198	221	22
40 000 \$ à 60 000 \$	181	190	19
60 000 à 80 000 \$	137	130	13
80 000 \$ à 100 000 \$	120	113	11
100 000 \$ à 150 000 \$	128	112	11
150 000 \$ et plus	50	38	4
Préfère ne pas répondre	93	95	9

¹⁰ Il s'agit du nombre de répondants, ajusté pour être représentatif de la population québécoise grâce aux poids fournis par Crop et réajusté pour que le nombre de répondants total soit toujours égal à 1 000.

¹¹ Les données sur la scolarité sont regroupées en trois groupes : *Secondaire*, qui comprend les titulaires d'un diplôme d'études secondaires général ou moins, *Collégiale ou professionnelle*, qui comprend les titulaires d'un diplôme collégial au plus ou d'un diplôme d'études professionnelles, et *Universitaire*, qui comprend les titulaires de tout diplôme universitaire.

Tableau 2 : **Autres caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon utilisé**

	Nombre de répondants	Répondants pondérés	%
Français maternel	799	790	79
Anglais maternel	87	80	8
Autre langue maternelle	114	130	13
Temps plein	483	452	45
Temps partiel	108	111	11
Chômeur ou chômeuse	43	45	4
À la maison	58	69	7
Retraité(e)	254	272	27
Étudiant(e)	54	51	5
Marié(e)	369	373	37
Union libre	235	218	22
Célibataire	259	262	26
Veuf ou veuve	35	43	4
Séparé(e)	20	20	2
Divorcé(e)	80	81	8

3. OPINIONS DES QUÉBÉCOISES ET DES QUÉBÉCOIS

3.1 En regard des revenus

Les premières questions présentées ici portaient sur les perceptions des Québécois quant aux impôts qu'ils ont à payer.

Une très large majorité des répondants estime payer trop d'impôts par rapport aux services reçus (63 %). Plus d'un tiers d'entre eux estiment avoir un niveau d'imposition adéquat (35 %) et une infime minorité serait prête à payer plus d'impôts (2 %). Ceux qui sont en âge de bénéficier de plus de programmes publics, les plus jeunes et les plus vieux, sont significativement moins propices à trouver leurs impôts trop élevés, alors que l'inverse est vrai pour ceux dont les revenus sont plus élevés.

Afin de mettre en contexte l'idée voulant que les Québécois aient le sentiment de payer trop d'impôts, l'évolution des réponses à cette question dans les travaux de la Chaire ainsi qu'à une question analogue posée dans le cadre des enquêtes Focus Canada réalisées au début du millénaire a été observée. On demandait dans ces dernières si, par rapport aux services offerts par les gouvernements, les Canadiens payaient trop d'impôts, assez d'impôts ou pas assez d'impôts. Depuis 2000, entre 54 et 72 % des Québécois avaient le sentiment de payer trop d'impôts selon ces données. Même s'il fluctue au fil du temps, ce résultat reste aux alentours des deux tiers observés dans nos données les plus récentes.

Question 1 : Globalement, quand vous considérez l'ensemble des services gouvernementaux, diriez-vous que vous payez trop d'impôts, assez d'impôts ou pas assez d'impôts?

Figure 1 : **Résultat global**

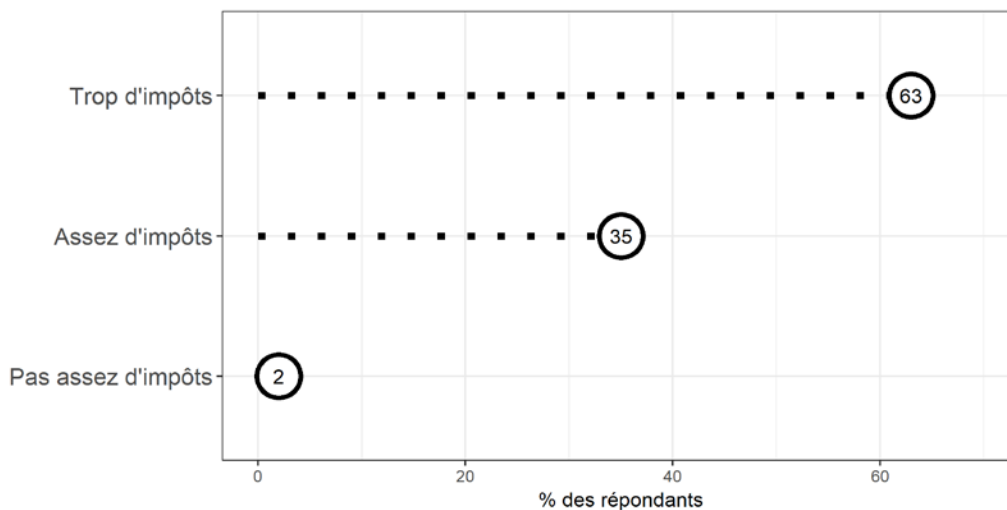


Tableau 3 : **Réponses selon les caractéristiques socioéconomiques**

	Trop d'impôts	Assez d'impôts	Pas assez d'impôts	
Homme	63	34	3	100
Femme	63	35	2	100
25 à 64 ans	66	32	2	100
- de 24 ans/+ de 65 ans	57	41	2	100
Primaire	62	35	3	100
Secondaire et collégiale	64	34	2	100
Universitaire	62	36	2	100
Moins de 20 000 \$	49	43	8	100
20 000 à 40 000 \$	63	35	2	100
40 000 \$ à 60 000 \$	58	41	1	100
60 000 à 80 000 \$	70	29	1	100
80 000 \$ à 100 000 \$	68	30	2	100
100 000 \$ à 150 000 \$	72	27	1	100
150 000 \$ et plus	58	38	4	100

3.2 En regard de la gestion des fonds publics

Les questions de fiscalité ne peuvent évidemment pas être complètement détachées des questions portant sur l'usage qui est fait des recettes gouvernementales ainsi collectées. Une série de questions s'intéresse donc à la gestion par l'État québécois.

Question 2 : D'une manière générale, estimez-vous que les impôts payés par les contribuables québécois sont très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal administrés et dépensés par le gouvernement?

Figure 2 : Résultat global

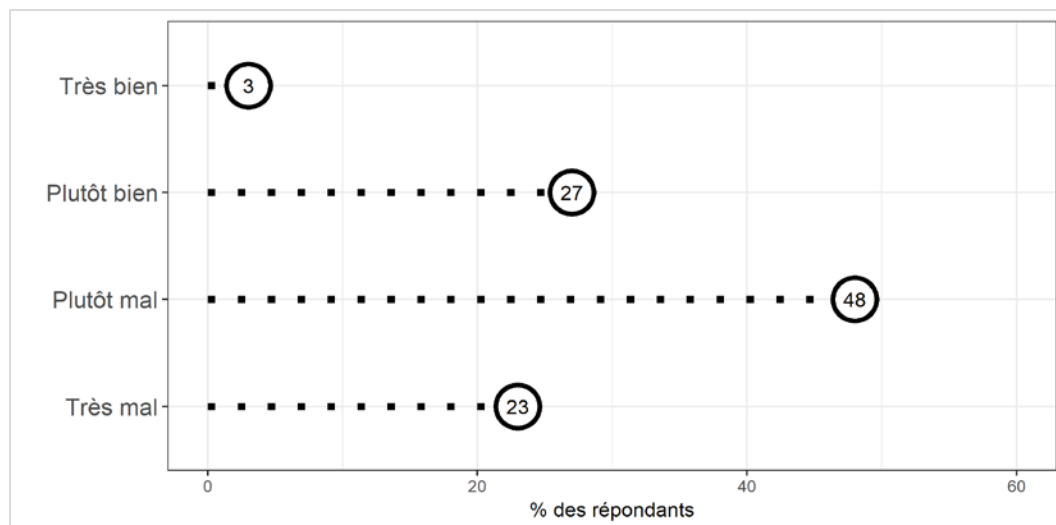


Tableau 4 : Réponses selon les caractéristiques socioéconomiques

	Très bien	Plutôt bien	Plutôt mal	Très mal	
Homme	3	29	44	24	100
Femme	2	25	52	21	100
25 à 64 ans	3	24	49	24	100
- de 24 ans/+ de 65 ans	3	32	45	20	100
Primaire	3	30	44	23	100
Secondaire et collégiale	2	25	48	25	100
Universitaire	3	26	54	17	100
Moins de 20 000 \$	5	25	51	19	100
20 000 à 40 000 \$	3	25	48	24	100
40 000 \$ à 60 000 \$	2	32	40	26	100
60 000 à 80 000 \$	2	27	47	24	100
80 000 \$ à 100 000 \$	2	31	47	20	100
100 000 \$ à 150 000 \$	2	24	53	21	100
150 000 \$ et plus	5	25	48	22	100

Moins du tiers des répondants considèrent qu'ils sont bien ou très bien gérés (27 % et 3 %, respectivement). Presque la moitié d'entre eux (48 %) estiment que les fonds publics sont plutôt mal administrés et près du quart pensent qu'ils sont très mal administrés (23 %).

L'analyse a également cherché à quantifier et détailler cette perception de mauvaise gestion en posant une série de questions sur certaines manifestations possibles de cette mauvaise gestion, soit : la corruption, l'évasion et l'évitement fiscal ainsi que les dépenses inutiles.

3.2.1 Corruption

Bien que le sujet ne soit plus aussi saillant en 2018 que lors de la Commission Charbonneau, la corruption reste un enjeu important des débats publics au Québec. Il s'agit d'ailleurs d'un élément important à tenir en compte dans la gestion des fonds publics et il a été intégré aux questions du sondage.

Question 3 : Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause de la corruption des fonctionnaires et des politiciens?

Figure 3 : **Résultat global**

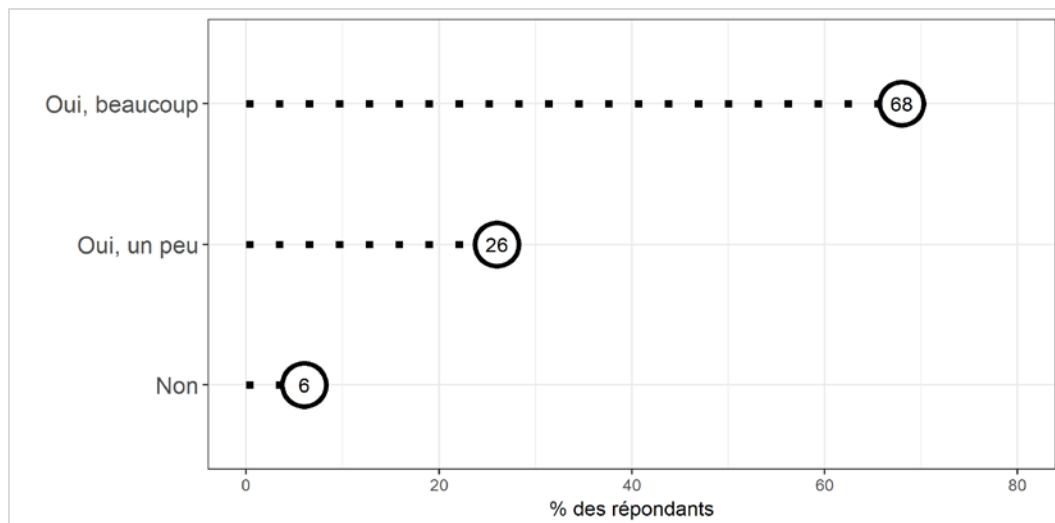


Tableau 5 : **Réponses selon les caractéristiques socioéconomiques**

	Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non	
Homme	64	29	7	100
Femme	72	23	5	100
25 à 64 ans	69	26	5	100
- de 24 ans/+ de 65 ans	65	28	7	100
Primaire	68	26	6	100
Secondaire et collégiale	71	24	5	100
Universitaire	63	29	8	100
Moins de 20 000 \$	62	31	7	100
20 000 à 40 000 \$	71	24	5	100
40 000 \$ à 60 000 \$	69	27	4	100
60 000 à 80 000 \$	76	21	3	100
80 000 \$ à 100 000 \$	71	22	7	100
100 000 \$ à 150 000 \$	53	36	11	100
150 000 \$ et plus	69	20	11	100

À la question *Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause de la corruption des fonctionnaires et politiciens?*, plus des deux tiers des répondants estiment que l'État perd beaucoup d'argent à cause de la corruption (68 %), un quart (26 %) pensent qu'il perd un peu d'argent de cette façon et seulement 6 % estiment que le gouvernement ne subit pas de pertes à cause de ce problème. Les femmes sont significativement plus nombreuses à penser que ces pertes sont importantes.

Quand les gens disent qu'il y a beaucoup de corruption, ils estiment, du moins en moyenne, que celle-ci représente 29 %¹² des dépenses. Quand ils disent qu'il y a peu, c'est néanmoins autour de 14 %.

3.2.2 Évasion ou évitement fiscal

Les fuites de documents répétées comme les Panama Papers ou les Luxleaks ont exposé une partie des stratagèmes employés par les plus riches pour dissimuler une partie de leurs actifs dans diverses juridictions de complaisance afin, entre autres, de payer moins d'impôts sur ces sommes. Les grandes multinationales sont aussi pointées du doigt pour leur utilisation des différences entre régimes fiscaux nationaux à des fins de réduction de leur facture fiscale. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a d'ailleurs lancé un grand chantier de réformes aux politiques fiscales internationales visant à réduire l'érosion de la base fiscale et le transfert de bénéfices à ces fins (BEPS en anglais)¹³. S'il existe des différences légales et potentiellement morales entre évasion et évitement fiscal, les deux termes ont été employés conjointement dans le cadre du sondage.

¹² Le choix de réponse le plus élevé à cette sous-question permettait au répondant d'indiquer que la corruption représentait plus de 50 % des fonds publics. À des fins de comparaison et de traitement des données, nous avons alloué une valeur de 60 % à ces réponses.

¹³ Organisation de coopération et de développement économique (2015). *Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices Exposé des actions 2015*. 26 p. [<http://www.oecd.org/fr/ctp/beps-expose-des-actions-2015.pdf>]

Question 4 : Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause de l'évasion ou l'évitement fiscal?

Figure 4 : **Résultat global**

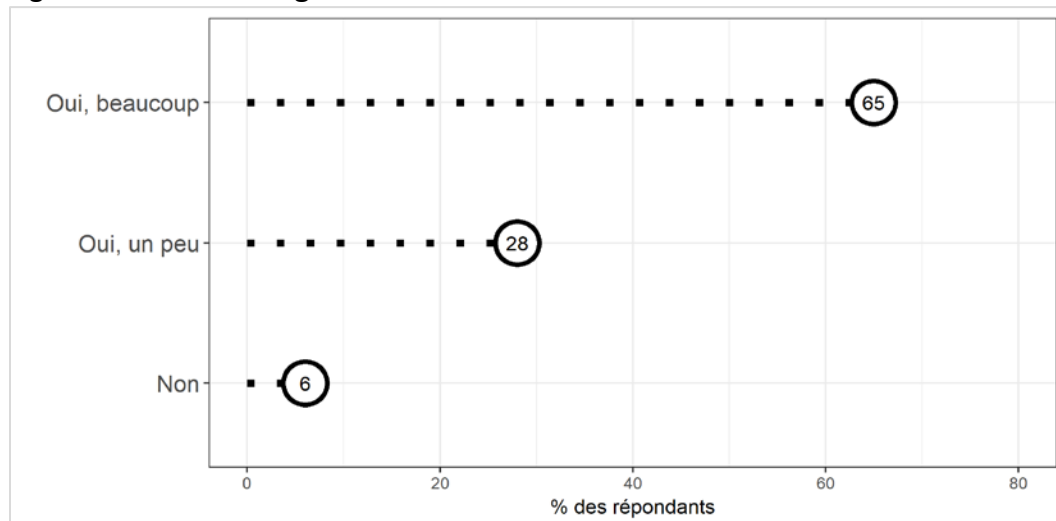


Tableau 6 : **Réponses selon les caractéristiques socioéconomiques**

	Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non	
Homme	68	26	6	100
Femme	63	30	7	100
25 à 64 ans	64	29	7	100
- de 24 ans/+ de 65 ans	68	27	5	100
Primaire	59	33	8	100
Secondaire et collégiale	70	24	6	100
Universitaire	66	30	4	100
Moins de 20 000 \$	48	42	10	100
20 000 à 40 000 \$	67	27	6	100
40 000 \$ à 60 000 \$	66	28	6	100
60 000 à 80 000 \$	75	20	5	100
80 000 \$ à 100 000 \$	76	24	0	100
100 000 \$ à 150 000 \$	61	25	14	100
150 000 \$ et plus	77	20	3	100

À la question *Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause de l'évasion ou l'évitement fiscal?*, seulement 6 % des répondants pensent que non. Près des deux tiers (65 %) indiquent qu'il y en a beaucoup et 28 % un peu. Ce sont les hommes et les plus scolarisés qui sont les plus nombreux à indiquer qu'il se perd beaucoup d'argent à cause de l'évasion ou de l'évitement fiscal.

Quand les gens disent qu'il y a beaucoup d'évasion ou d'évitement fiscal, ils estiment, en moyenne, que cela représente presque 28 % des dépenses. Quand ils disent qu'il y en a peu, ils estiment la perte à 17 %.

3.2.3 Dépenses inutiles

Cette dernière catégorie de mauvaise gestion vise à mesurer l'évaluation que font les répondants de la présence de dépenses superflues, de programmes publics inutiles ou de gaspillage de ressources par les gouvernements. Bien qu'il s'agisse d'un aspect un peu plus vague, il nous semblait important de l'intégrer, considérant la quantité d'articles de journaux portant sur des fonctionnaires peu productifs ou des achats abusifs par les administrations publiques.

Question 5 : Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause des dépenses inutiles?

Figure 5 : **Résultat global**

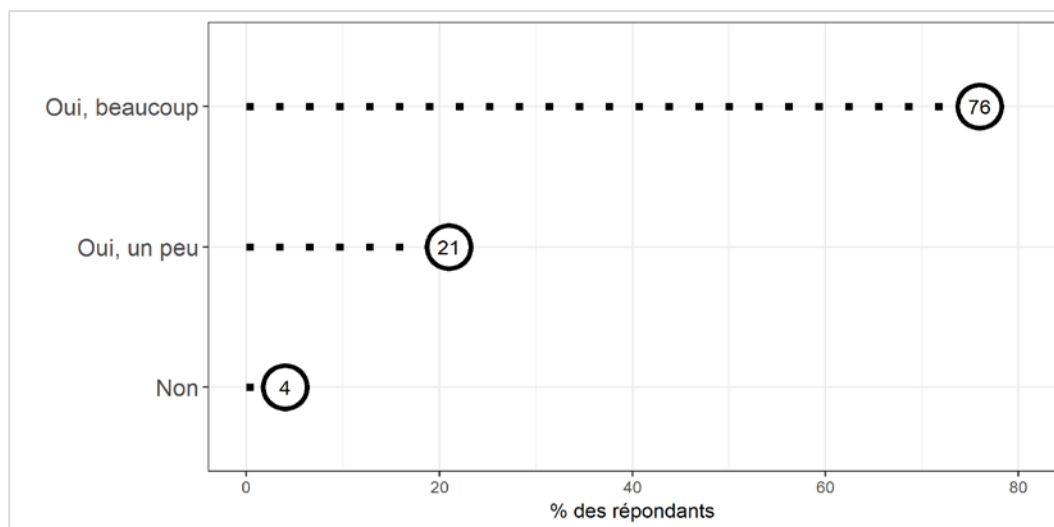


Tableau 7 : **Réponses selon les caractéristiques socioéconomiques**

	Oui, beaucoup	Oui, un peu	Non	
Homme	74	22	4	100
Femme	77	20	3	100
25 à 64 ans	76	20	4	100
- de 24 ans/+ de 65 ans	75	22	3	100
Primaire	70	25	5	100
Secondaire et collégiale	80	17	3	100
Universitaire	75	22	3	100
Moins de 20 000 \$	68	29	3	100
20 000 à 40 000 \$	78	15	7	100
40 000 \$ à 60 000 \$	75	22	3	100
60 000 à 80 000 \$	80	19	1	100
80 000 \$ à 100 000 \$	78	22	0	100
100 000 \$ à 150 000 \$	73	22	5	100
150 000 \$ et plus	75	22	3	100

À la question *Pensez-vous que les gouvernements perdent de l'argent à cause des dépenses inutiles?*, seulement 4 % des répondants pensent que non. Plus des trois quarts (76 %) indiquent qu'il y en a beaucoup et un sur cinq un peu (21 %).

Quand les gens disent qu'il y a beaucoup de dépenses inutiles, ils estiment que cette perte représente environ 29 % des dépenses. Quand ils disent qu'il y en a peu, c'est une perte moyenne de 17 %.

4. ANALYSE

Trois modèles de régression logistique ont été élaborés pour tester les hypothèses faites par rapport au sentiment de payer trop d'impôts et présentées en introduction et pour observer l'interaction entre les réponses données aux différentes questions présentées précédemment.

4.1 Intérêt objectif

Tous n'ont pas les mêmes impôts à payer, non seulement à cause de la progressivité du système fiscal, mais également à cause des multiples groupes qui sont ciblés ou non par les mesures sociofiscales, comme les allocations familiales, par exemple.

Nous avons donc construit un premier modèle tentant d'expliquer le sentiment de payer trop d'impôts en fonction de caractéristiques individuelles objectives qui pourraient être associées à un taux de perception fiscale plus ou moins élevé. Les trois principaux facteurs objectifs explorés ici sont l'âge, le revenu et le fait d'avoir des enfants à la maison.

L'âge a été divisé en deux classes : ceux qui sont les plus susceptibles d'être hautement actifs, les 25 à 64 ans, et ceux qui sont les plus susceptibles d'être aux études ou à la retraite, donc beaucoup moins actifs sur le marché du travail, les 18 à 24 ans et ceux qui ont plus de 65 ans. Le fait d'être actif sur le marché du travail devrait généralement être associé à des prélèvements fiscaux plus importants. Les plus jeunes et les plus vieux sont généralement moins imposés, mais bénéficient de façon générale de beaucoup de services publics spécifiques comme l'éducation postsecondaire ou les régimes de retraite publics. On peut donc imaginer que ces deux groupes de citoyens ont un calcul « avantages-coûts » par rapport à l'État qui diffère.

Les effets de ces trois facteurs sur le fait de trouver sa charge fiscale trop importante sont illustrés au tableau 8.

Tableau 8 : **Effets des facteurs objectifs sur la propension à penser payer trop d'impôts**

Simulation	Genre	Enfants	Scolarité	Revenu	Âge	Trouve ses impôts trop élevés (%)
1	Femme	Non	Collégiale ou professionnelle	40 000 à 60 000 \$	25 à 64 ans	67
2	Femme	Non	Collégiale ou professionnelle	20 000 à 40 000 \$	25 à 64 ans	64
3	Femme	Non	Collégiale ou professionnelle	150 000 \$ et plus	25 à 64 ans	78
4	Femme	Oui	Collégiale ou professionnelle	40 000 à 60 000 \$	25 à 64 ans	60
5	Femme	Non	Collégiale ou professionnelle	40 000 à 60 000 \$	- de 24 ans/ + de 65 ans	57

Les simulations du tableau 8 ont été faites en maintenant constants le genre et le niveau de scolarité afin d'illustrer l'effet des trois facteurs d'intérêt et parce que ces variables n'ont pas un effet très significatif sur la propension à trouver ses impôts trop élevés. La première simulation, en gras, sert de référence. On peut y voir que le revenu explique une part de la variation dans le sentiment de payer trop d'impôts : entre les répondantes aux revenus modestes (20 000 à 40 000 \$ par année) et celles à revenus élevés (150 000 \$ et plus par an), un écart de près de 14 points de pourcentage apparaît, à caractéristiques autrement identiques.

Le fait d'avoir des enfants est associé à une plus faible propension à trouver ses impôts trop élevés, puisqu'elle passe à 60 %, contre 67 % dans le scénario de référence. De façon analogue, faire partie du groupe d'âge où il est plus probable d'être bénéficiaire plutôt que contributeur à l'État est associé à une probabilité de trouver ses impôts trop élevés inférieure de 11 points de pourcentage (57 % contre 67 % dans la simulation de référence).

4.2 Évaluation subjective de la gestion des fonds publics

Si les caractéristiques personnelles objectives fournissent un début d'explication au sentiment de trop payer d'impôts, elles n'expliquent qu'une petite part de la variation observée de ce sentiment. Les opinions par rapport à la gestion de l'État et son effet sur ce sentiment de pression fiscale sont illustrées dans le tableau 9.

Tableau 9 : **Effet des facteurs subjectifs relatifs à la gestion des fonds publics sur la propension à penser payer trop d'impôts**

Simulation	Fonds publics ... gérés	Revenu	Âge	Trouve ses impôts trop élevés (%)
1	Bien ou très bien	40 000 à 60 000 \$	25 à 64 ans	45
2	Mal ou très mal	40 000 à 60 000 \$	25 à 64 ans	73
3	Bien ou très bien	40 000 à 60 000 \$	- de 24 ans/+ de 65 ans	37
4	Mal ou très mal	40 000 à 60 000 \$	- de 24 ans/+ de 65 ans	66

On y présente encore la part des femmes ayant une scolarité collégiale ou professionnelle qui trouvent leurs impôts trop élevés, selon divers scénarios. Parmi celles qui sont dans la force de l'âge, la probabilité de considérer que ses impôts sont trop lourds passe de 45 % à 73 % si cette femme considère que les fonds publics sont mal (ou très mal) gérés plutôt que bien (ou très bien) gérés. Même chez celles qui sont en âge d'être bénéficiaires du système fiscal, qui se considèrent généralement moins souvent comme trop imposées, cette propension passe de 37 % à 66 %, selon qu'elles considèrent que l'État gère bien ou mal ses fonds. Il s'agit dans les deux cas d'un bond de presque 30 points de pourcentage.

4.3 Explication de l'évaluation de la gestion des fonds publics

L'analyse pousse plus en détail cette appréciation subjective de mauvaise gestion elle-même. Les résultats du modèle logistique derrière cette analyse sont illustrés au tableau 10.

Tableau 10 : Effets des différentes variables explicatives de la perception de mauvaise gestion

Simulation	Perd-on des sommes à cause des dépenses inutiles?	Perd-on des sommes à cause de l'évitement?	Perd-on des sommes à cause de la corruption?	Appui au parti au pouvoir	Fonds publics mal ou très mal gérés (%)
1	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Non	56
2	Beaucoup	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Non	80
3	Peu ou aucune	Beaucoup	Peu ou aucune	Non	61
4	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Beaucoup	Non	70
5	Beaucoup	Beaucoup	Beaucoup	Non	90
6	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Peu ou aucune	Oui	30

Les simulations sont ici également pour des femmes disposant d'une scolarité collégiale ou professionnelle, dont la première ligne présente le scénario de référence. Les trois simulations suivantes montrent l'effet sur la perception de mauvaise gestion de considérer les pertes liées à chacune des trois manifestations spécifiques de mauvaise gestion publique comme importantes.

Le fait de considérer que l'État perd beaucoup de fonds à cause des dépenses inutiles est associé à une perception de mauvaise gestion plus élevée de 24 points de pourcentage (80 % contre 56 % dans la situation de référence). Celles qui considèrent plutôt que c'est l'évitement ou l'évasion fiscale qui fait perdre beaucoup de fonds à l'État le considèrent comme mal géré dans une proportion plus élevée de 5 points (61 % contre 56 %). Finalement, celles qui considèrent que c'est la corruption qui fait perdre beaucoup de fonds au gouvernement estiment que celui-ci est mal géré dans une proportion de 70 % (soit 14 points de plus que le référent). Lorsqu'une répondante considère ces trois types de mauvaise gestion comme importants, elle a 90 % des chances de considérer que l'État est mal géré en général.

Comme les données utilisées proviennent d'un sondage omnibus, nous avons également eu accès à des informations sur les intentions de vote des répondants. Cette information nous a permis de tester l'idée voulant que les partisans du gouvernement actuel considèrent, logiquement, l'État comme mieux géré que les autres répondants. Le fait que le Parti libéral du Québec occupe le pouvoir de façon presque ininterrompue depuis le début du millénaire rend ce test d'autant plus valide. La cinquième simulation permet de voir que, si tous les autres facteurs

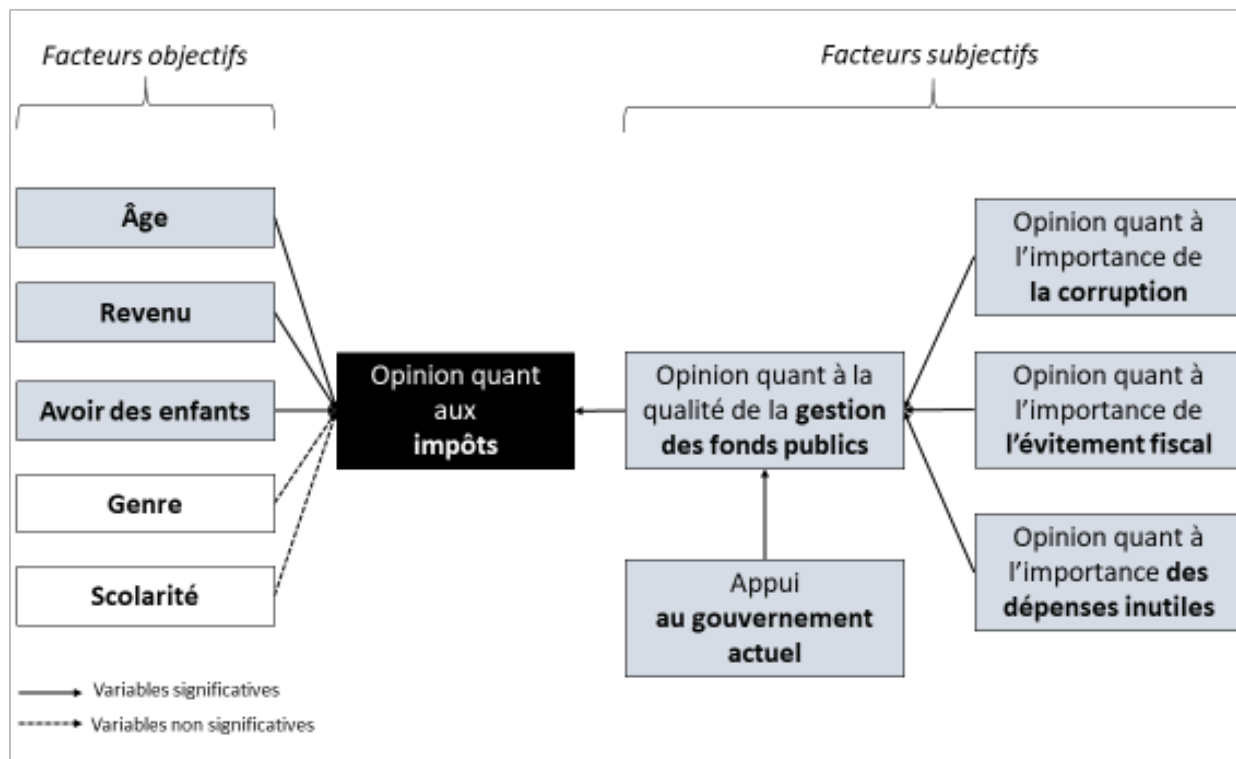
sont constants, le fait d'appuyer le parti au pouvoir est associé à une perception de mauvaise gestion nettement moindre (30 % contre 56 % dans le cas de référence).

On peut constater que la perception quant à la gestion de l'État est un facteur déterminant derrière le désir de payer moins d'impôts. Il s'agit donc d'une forme importante de cohérence. Tel qu'illustré en introduction, si l'État perd des sommes importantes parce qu'il administre mal ses fonds, il s'agit d'un « espace financier » qui rend possibles des demandes supplémentaires de la part des citoyens, autant en termes de baisses d'impôts que de services maintenus, voire accrus.

Cette perception de mauvaise gestion s'explique elle aussi par une série de facteurs, ce qui rend moins probable le fait qu'il s'agisse d'une justification a posteriori du désir de réduction des impôts. Le fait est que les citoyens sont cohérents lorsqu'on leur demande leur impression quant à différentes manifestations que peut prendre une gestion déficiente de l'État. Leurs impressions quant à la présence de dépenses inutiles, d'évitement ou d'évasion fiscale ou de corruption sont fortement liées à leur perception d'un État mal administré en général.

Le fait que les partisans du gouvernement actuel soient significativement moins nombreux à trouver l'État mal géré confirme cette cohérence chez les citoyens. En effet, tout le monde pourrait vouloir payer moins d'impôts, peu importe quel parti ils appuient. Or, comme les autres, les partisans du gouvernement considèrent dans une moindre proportion qu'ils paient trop d'impôts lorsqu'ils ont une bonne perception de la gestion des fonds publics, offrant ainsi une confirmation que c'est la perception de mauvaise gestion qui explique le fait de vouloir payer moins d'impôts, et pas le contraire. Il serait évidemment intéressant d'observer comment évolue la perception de ces partisans si un autre parti occupait le pouvoir dans le futur.

Figure 6 : Schéma explicatif global



La figure 6 permet de synthétiser les relations étudiées précédemment. À l'extrême, les femmes qui considèrent que l'État perd peu ou pas d'argent à cause de la corruption, de l'évitement et des dépenses inutiles, et qui appuient le parti au pouvoir, ont des revenus faibles et sont en âge de bénéficier des services plus que d'y contribuer ne considèrent que l'État est mal géré que dans 21 % des cas. À l'opposé, celles qui considèrent que l'État perd beaucoup d'argent à cause des trois types de mauvaise gestion, qui n'appuient pas le parti au pouvoir, sont plus riches et dans la fleur de l'âge considèrent que l'État est mal géré dans une proportion de 91 %.

De façon analogue, celles qui considèrent que l'État est généralement mal géré ont des revenus élevés, n'ont pas d'enfant et sont dans la fleur de l'âge considèrent leurs impôts comme trop élevés dans 83 % des cas. Celles qui, à l'autre extrême de nos simulations, ont des revenus faibles, ont des enfants à la maison, considèrent que l'État est bien ou très bien géré et ont moins de 25 ans ou plus de 64 ans ne considèrent qu'elles paient trop d'impôts que dans une proportion de 30 %.

5. CONCLUSION

La présente analyse avance une explication au désir visiblement paradoxal des Québécois par rapport aux impôts et aux services publics. Si ce paradoxe entre vouloir à la fois plus de services et moins d'impôts n'est pas nouveau, rarement a-t-il été exploré au Québec.

L'année 2018 sera riche en discussions sur les finances publiques et les sondages seront nombreux en vue des élections du 1^{er} octobre 2018. Le contexte budgétaire actuel, ainsi que les prises de position opposées que semblent prendre les partis au Québec en regard des impôts et des services publics, rend cette étude particulièrement à propos.

Comme d'autres auteurs l'ont montré aux États-Unis, les Québécois ne semblent pas être vraiment aussi incohérents que les données brutes de sondages pourraient le laisser paraître. En effet, le principal facteur qui explique que les citoyens trouvent qu'ils paient trop d'impôts est le fait qu'ils considèrent que l'État ne gère pas adéquatement les fonds dont il dispose. De ce point de vue, il apparaît logique de penser qu'il pourrait offrir les mêmes services tout en réduisant les prélèvements de montants équivalents aux pertes dues aux failles de sa gestion.

Cette perception à propos de la gestion gouvernementale se solidifie lorsque les citoyens sont sondés spécifiquement sur certaines de ses manifestations : la corruption, l'évitement ou l'évasion fiscale ainsi que les dépenses inutiles.

Il semble également que les répondants qui appuient le gouvernement voient la gestion de l'État sous un meilleur jour, ce qui est attendu. Le fait que cette perception plus positive de la gestion se traduise par une propension moindre à considérer leurs impôts comme trop élevés conforte l'idée que la perception qu'ont les citoyens de la façon dont l'appareil d'État est administré est le facteur déterminant qui explique leur désir de payer moins d'impôts.

Au final, la position des Québécois n'est ni incohérente ni paradoxale, dans la mesure où l'on tient compte d'une variable souvent laissée dans l'angle mort de l'analyse, soit l'évaluation des répondants de la gestion des fonds publics. Quant à savoir si cette évaluation est juste et fondée sur une connaissance objective, c'est une autre histoire. Ce qui est sûr, c'est qu'en incluant la gestion des fonds publics, le paradoxe entre réduire les impôts et réinvestir dans les services publics disparaît et une rationalité fondée sur des éléments objectifs et des éléments subjectifs explique une large part des opinions.

6. ANNEXE – RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES MODÈLES LOGISTIQUES

Effets des facteurs objectifs sur la propension à penser payer trop d'impôts (tableau 8)

Variable	Coefficient	Significativité ¹⁴
Constante	0,54688	***
Revenu	0,13435	***
Enfants à la maison	-0,30170	***
Scolarité	-0,11668	**
Genre (homme)	-0,06642	
Âge (bénéficiaire ou non)	-0,45341	***

Effet des facteurs subjectifs relatifs à la gestion des fonds publics sur la propension à penser payer trop d'impôts (tableau 9)

Variable	Coefficient	Significativité
Constante	-0,301148	**
Perception de mauvaise gestion	1,180644	***
Revenu	0,144217	***
Enfants à la maison	-0,178443	*
Scolarité	-0,156611	***
Genre (homme)	-0,006207	
Âge (bénéficiaire ou non)	-0,356121	***

¹⁴ Valeurs p 0=***, 0,001=**, 0,01=*, 0,05=, 0,1=

Effets des différentes variables explicatives de la perception de mauvaise gestion (tableau 10)

Variable	Coefficient	Significativité
Constante	-0,09403	
Dépenses inutiles	1,15820	***
Évitement ou évasion fiscale	0,20397	**
Corruption	0,60366	***
Revenu	0,02055	
Enfants à la maison	-0,59418	***
Scolarité	0,12738	**
Genre (homme)	-0,08801	
Âge (bénéficiaire ou non)	-0,42370	***
Appui au parti au pouvoir	-1,09077	***